La faillite morale de l'Occident : pourquoi j'ai davantage confiance en la Russie, l'Iran, la Chine et le Vietnam

Par Frank , 8 novembre 2026

La faillite morale de l'Occident : pourquoi j'ai davantage confiance en la Russie, l'Iran, la Chine et le Vietnam

Sur la pseudo-démocratie, le pouvoir de l'argent, l'industrie de l'armement et l'avenir des travailleurs



Par Frank Dumon | Politique | 8 novembre 2026

L'Europe ne s'est pas encore effondrée économiquement. Mais, j'en suis convaincu, elle a déjà connu une profonde déchéance morale. Un ordre politique qui se prétend démocratique alors que l'argent, les groupes de pression et la guerre permanente déterminent son agenda ne peut conserver indéfiniment sa crédibilité.

1. Mon jugement a été forgé par toute une vie de travail

Je n'écris pas en homme qui puise ses convictions dans le dernier débat télévisé, électoral ou dans un programme de parti. J'écris en homme qui approche de son quatre-vingtième anniversaire, qui a travaillé pendant de longues années, parcouru différentes régions du monde et appris à distinguer le langage du pouvoir de la vie des gens ordinaires. J'ai gagné ma vie comme plongeur en eaux profondes, soudeur, chef de projet et responsable dans l'industrie du gaz et du pétrole, mais aussi comme écrivain et journaliste disposant de son propre site internet, financé sur ses fonds personnels. Celui qui doit souder des conduites sous l'eau ou garantir le fonctionnement sûr d'une installation industrielle apprend que la réalité ne disparaît pas simplement parce qu'un supérieur la présente autrement. Les matériaux, les risques, la fatigue et les responsabilités ne s'effacent pas à coups de discours.

J'ai travaillé en Afrique dans des conditions où les soins de santé n'étaient pas une discussion abstraite sur des budgets annuels. La disponibilité des vaccins, une chaîne du froid fiable, le matériel médical et une organisation pratique pouvaient faire la différence entre protection et vulnérabilité. Ces expériences m'ont appris à poser une question simple à propos de tout système économique et politique : **à qui profite-t-il finalement ?** Aux travailleurs, aux enfants, aux malades et aux personnes âgées ? Ou principalement aux détenteurs de capitaux, aux fournisseurs d'armes et aux entreprises qui ont accès au pouvoir politique ?

Cette question est au cœur de ma critique de l'Occident. Je ne nourris pas une nostalgie romantique pour un autre système politique utopique. Ce qui m'intéresse, ce sont les résultats de l'exercice du pouvoir. Un gouvernement qui prononce de beaux discours sur la liberté tout en faisant constamment payer à sa population le prix de la guerre, de la spéculation et de l'enrichissement d'une petite classe privilégiée ne mérite pas, à mes yeux, l'auréole de la supériorité morale.

2. L'Europe s'est effondrée moralement avant que son économie ne s'effondre

Je fais délibérément une distinction. L'économie européenne existe toujours. Les entreprises produisent, les gens travaillent et les gouvernements perçoivent des impôts. Dans ses perspectives européennes d'octobre 2026, le Fonds monétaire international évoque une croissance lente et fragile ainsi que des problèmes structurels. C'est autre chose qu'un effondrement économique déjà accompli. Mais un système politique n'a pas besoin de faire faillite pour perdre sa légitimité morale. [FMI, Perspectives économiques régionales de l'Europe, octobre 2026]

Je vois la déchéance morale dans l'application sélective des principes. La souveraineté est proclamée sacrée lorsqu'elle soutient les arguments stratégiques de l'Occident, mais elle apparaît bien moins absolue lorsqu'un allié occidental intervient militairement. Dans une guerre, les vies civiles sont longuement commémorées ; dans une autre, elles se réduisent à un communiqué de presse embarrassé. Les sanctions sont présentées comme des instruments moraux, alors que leurs conséquences pour les malades, les enfants et les personnes aux revenus modestes reçoivent rarement autant d'attention que les intérêts des États.

C'est pourquoi je refuse de qualifier simplement la politique européenne actuelle de sage ou de nécessaire. On ne devient pas un guide moral en érigeant ses propres intérêts en valeurs universelles. Si l'Europe défend réellement la paix, les droits de l'homme et le droit international, elle doit appliquer ces principes à l'Irak, à Gaza, à l'Iran, à Cuba et à tout autre endroit où ses alliés ou ses propres gouvernements exercent leur puissance. Ne pas le faire revient à saper précisément l'autorité dont elle se réclame.

3. Mon alternative : le RIC, auquel j'ajoute le Vietnam

Lorsque je parle du **RIC**, je désigne dans cet article d'opinion la Russie, l'Iran et la Chine. J'y ajoute expressément le Vietnam. Il s'agit de ma propre comparaison politique et morale, et non de l'affirmation que ces quatre pays forment une alliance officielle ou possèdent un système politique identique. La Russie a son histoire et sa structure économique propres. L'Iran a été façonné par la révolution, les pressions étrangères et une relation particulière entre la religion et l'État. La Chine connaît depuis longtemps la direction du Parti communiste, parallèlement à une vaste économie de marché. Le Vietnam a associé son système politique socialiste aux réformes du *Đổi Mới* et à une forte ouverture au commerce international.

Ce qui me séduit dans ces différents modèles n'est pas qu'ils agissent tous de la même manière. C'est que l'État y revendique, sous diverses formes, un rôle central dans le développement national, les infrastructures, la sécurité et l'orientation des priorités économiques. J'y vois une alternative à un modèle occidental dans lequel, selon moi, l'agenda politique est trop souvent subordonné aux intérêts des groupes financiers et des multinationales. J'exprime ici une conviction, et non un classement mathématique. Une structure politique peut obtenir de bons résultats dans un domaine et présenter de sérieuses lacunes dans un autre.

Mais je refuse de considérer automatiquement le modèle électoral occidental comme le sommet de la civilisation humaine. Un système doit être jugé sur ce qu'il accomplit pour les gens ordinaires. C'est là que

commence la comparaison.

4. Je ne considère plus l'Amérique et l'Europe comme de véritables démocraties

Formellement, les États-Unis et les pays européens possèdent des élections, des parlements, des constitutions et des tribunaux. Nul besoin de le nier. Mais, pour moi, la démocratie est bien plus qu'un bulletin de vote que le citoyen est autorisé à remplir tous les quelques années. Elle devrait signifier que la population dispose d'un pouvoir réel sur les grandes décisions qui déterminent son avenir : la guerre et la paix, des soins de santé abordables, le logement, l'énergie, les salaires et la répartition des richesses de la société.

Quiconque examine la manière dont ces choix sont faits en Occident voit tout autre chose. Aux États-Unis, les campagnes politiques sont devenues des entreprises financières d'une ampleur inimaginable pour les citoyens ordinaires. Selon la Commission électorale fédérale américaine elle-même, les dépenses électorales indépendantes déclarées pour le cycle électoral fédéral 2023-2024 ont atteint environ 4,4 milliards de dollars. Ces montants ne sont pas secrets : ils figurent dans les relevés officiels. [Commission électorale fédérale : chiffres du cycle électoral 2024]

Ces chiffres ne prouvent pas, à eux seuls, que chaque élu a été acheté. Ils montrent toutefois à quel point l'influence politique est liée à d'immenses flux financiers. Celui qui peut soutenir une campagne avec des millions, acheter de la publicité, recruter des conseillers et chercher constamment à accéder aux décideurs dispose d'un pouvoir que l'électeur ordinaire n'a pas. Les activités de lobbying sont d'ailleurs officiellement enregistrées et organisées par la loi. [Sénat américain : transparence des activités de lobbying]

Voilà pourquoi je ne qualifie pas le système américain de véritable démocratie populaire. À mes yeux, il s'agit d'un ordre dominé par l'argent, auquel s'ajoutent des élections. L'Europe n'est pas identique, mais elle présente le même danger : des décisions d'une importance économique et géopolitique considérable sont trop souvent présentées comme inévitables, tandis que les citoyens en paient surtout la facture. Appeler un tel système démocratique uniquement parce que des élections ont lieu, c'est privilégier la forme au détriment du fond.

5. Les intérêts de l'élite ne sont pas une abstraction

Le mot *élite* est souvent écarté comme une exagération populiste. Mais je désigne quelque chose de concret : les groupes relativement restreints qui concentrent de manière exceptionnelle l'argent, la propriété, l'information et l'accès aux décisions politiques. Tous les riches n'exercent pas cette influence de la même manière, et tous les fonctionnaires n'agissent pas par intérêt personnel. Il est néanmoins impossible de nier l'inégalité structurelle entre le travailleur ordinaire et une entreprise dotée d'un budget considérable pour faire pression sur les décideurs.

> En Occident, le libre marché est souvent présenté comme un mécanisme neutre. Pourtant, les marchés sont façonnés par les lois, les impôts, les accords commerciaux, les autorisations et les investissements publics. La véritable question n'est donc pas de savoir si l'État intervient dans l'économie ; tous les États le font. La question est de savoir qui possède l'influence nécessaire pour orienter cette intervention. Les décisions sont-elles prises pour financer durablement les services publics ou pour protéger les marges bénéficiaires et les positions patrimoniales déjà acquises ?

Lorsqu'une banque prend des risques et que la société doit ensuite régler une partie de la facture, il ne s'agit pas d'un libre marché pur. Lorsqu'une entreprise utilise le savoir et les infrastructures publics, mais privatise largement ses bénéfices, le résultat n'est pas automatiquement juste. Lorsque les citoyens entendent dire qu'il n'y a pas assez d'argent pour la protection sociale alors que de nouveaux programmes militaires sont annoncés comme indispensables, ils sont parfaitement fondés à demander où se trouvent les véritables priorités.

Mon jugement est que l'Occident n'a pas suffisamment rompu cet enchevêtrement d'intérêts. Dans bien des cas, il l'a normalisé. Les élections deviennent ainsi facilement une confrontation entre des partis qui s'opposent avec virulence mais diffèrent étonnamment peu sur les questions fondamentales du pouvoir du capital et de l'expansion permanente des capacités militaires.

6. Big Pharma : l'être humain n'est pas un modèle économique

Ma critique de ce que l'on appelle généralement *Big Pharma* n'est pas un rejet de la médecine. J'ai trop constaté l'importance des vaccins, de la logistique médicale et de l'engagement des professionnels de santé pour méconnaître la valeur des médicaments développés scientifiquement. Mon objection vise un système dans lequel l'accès aux soins essentiels dépend en partie des prix, des brevets, des priorités commerciales et du pouvoir de négociation des assureurs et des entreprises pharmaceutiques.

La comparaison avec les États-Unis est révélatrice. Selon les données de l'OCDE publiées dans *Health at a Glance 2025*, les États-Unis consacraient environ 14 885 dollars par habitant aux soins de santé, contre une moyenne d'environ 5 967 dollars dans l'OCDE. Pourtant, l'espérance de vie américaine, de 78,4 ans, restait inférieure à la moyenne de l'OCDE. Cet écart ne peut être imputé uniquement aux entreprises pharmaceutiques ; le mode de vie, les conditions sociales, l'organisation des assurances et d'autres facteurs jouent également un rôle. Mais il démontre que des dépenses exceptionnellement élevées ne garantissent pas des résultats proportionnellement meilleurs. [OCDE : Panorama de la santé 2025, États-Unis]

Celui qui a travaillé dans une région pauvre sait que les soins de santé ne prennent véritablement leur sens que lorsqu'ils atteignent le patient. Un vaccin sans réfrigération fiable ne protège personne. Un médicament qu'une famille ne peut se permettre d'acheter reste inaccessible. Un hôpital dépourvu de personnel suffisant n'est pas une preuve de justice sociale, aussi impressionnant que soit son bâtiment.

Je souhaite une économie qui récompense la mise au point de médicaments, mais dans laquelle la santé publique ne soit pas subordonnée à la logique du profit maximal. C'est précisément pourquoi je considère que les expériences d'autres pays en matière de soins primaires organisés par l'État, de couverture étendue et de programmes publics de santé méritent d'être étudiées. L'Occident ne possède pas le monopole de la compassion ni du progrès médical.

7. L'industrie de l'armement : quand la destruction devient un marché en croissance

Le deuxième secteur qui nourrit ma méfiance envers le système politique occidental est l'industrie de l'armement. La guerre fait toujours des perdants : le soldat qui ne revient pas, l'enfant qui perd ses parents, la ville réduite en ruines, le contribuable qui voit les services publics se dégrader. Mais la guerre crée aussi des gagnants économiques. Les fabricants de missiles, d'avions, de drones, de munitions, de capteurs et d'autres systèmes militaires vendent davantage précisément lorsque la menace augmente.

L'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm a calculé que les cent plus grands producteurs d'armes et prestataires de services militaires avaient réalisé ensemble environ 679 milliards de dollars de chiffre d'affaires dans l'armement en 2024, un record selon les données alors disponibles. Ce phénomène n'est pas exclusivement américain ou européen ; des producteurs situés hors de l'Occident appartiennent eux aussi à ce secteur mondial. Mais ce chiffre montre sans ambiguïté l'ampleur des intérêts économiques et industriels liés à l'armement. [SIPRI : les 100

principaux producteurs d'armes]

Je ne prétends pas que chaque commande d'armement soit illégitime. Un pays a le droit de se défendre. Mais un système politique qui présente sans cesse de nouveaux systèmes d'armes comme la solution évidente doit répondre à la question de savoir s'il investit encore suffisamment dans la prévention des conflits et la diplomatie. Pourquoi la justification financière d'un nouveau programme militaire est-elle souvent plus précise que le plan destiné à mettre effectivement fin à une guerre ?

À mes yeux, c'est un aspect central de la déchéance morale. Dans le débat public, les intérêts qui prospèrent grâce à la confrontation disposent souvent d'une voix plus forte que les familles qui souhaitent simplement que leurs enfants restent en vie. Ce n'est pas une loi inévitable de la nature. C'est un choix politique qui doit être remis en question.

8. Scott Ritter et la fin des certitudes militaires occidentales



Dans son entretien avec Nima Alkhorshid, Scott Ritter décrit une Russie qui, selon son analyse, a établi les conditions d'une issue militaire décisive. Il affirme que la Russie dispose d'une capacité supérieure à celle des pays européens pour soutenir et intensifier le conflit, et que Moscou dépend de moins en moins des réactions de Washington et de Bruxelles. C'est un renversement radical des attentes entretenues pendant des années par de nombreux commentateurs occidentaux.

Je partage la conviction que la stratégie occidentale en Ukraine a subi une défaite fondamentale. À mes yeux, l'issue stratégique de cette confrontation n'est plus une question ouverte dans le sens où les dirigeants européens continuent de la présenter. Ils peuvent annoncer des trains de sanctions, accroître l'aide militaire et déclarer à la télévision que le temps joue en faveur de l'Occident. Mais cela ne

change pas automatiquement le rapport entre production militaire, stocks disponibles, volonté politique et objectifs encore réalisables.

C'est ma conclusion politique, nourrie notamment par l'analyse de Ritter, et non l'affirmation qu'un traité de paix a déjà été signé ou que chaque secteur du front est fixé. Je fais cette distinction parce qu'un article d'opinion n'a pas à dissimuler ses convictions, mais ne doit pas non plus inventer des événements. Les combats et les souffrances humaines se poursuivent. Selon moi, les gouvernements occidentaux peuvent retarder la reconnaissance de leur erreur stratégique, mais ils ne pourront pas l'éviter indéfiniment.

9. Stas Krapivnik et l'épuisement de l'Europe

Dans son entretien avec Pascal Lottaz, Stas Krapivnik insiste sur l'épuisement économique au sens large. Il décrit la guerre non seulement comme une confrontation sur la ligne de front, mais aussi comme une lutte portant sur l'industrie, l'énergie, les transports, l'approvisionnement alimentaire et l'endurance politique. Selon lui, l'Europe n'a pas suffisamment compris à quel point une confrontation prolongée avec la Russie pouvait peser sur ses propres fondements économiques.

Son analyse touche un point essentiel : les coûts d'un choix géopolitique ne disparaissent pas parce que les gouvernements présentent ce choix comme moralement nécessaire. La Commission européenne elle-même a constaté que le remplacement d'une grande partie du gaz russe acheminé par gazoduc par du gaz naturel liquéfié négocié sur les marchés mondiaux a rendu l'économie européenne plus sensible aux chocs de prix sur les marchés internationaux du GNL. La guerre et les tensions autour de l'Iran ont rendu cette vulnérabilité encore plus manifeste. [Commission européenne : évolution du marché européen du gaz]

Tous les chiffres spectaculaires et toutes les prévisions politiques figurant dans la transcription automatique fournie de l'entretien avec Krapivnik n'ont pas été vérifiés individuellement. Sa question principale importe donc davantage que ses formulations les plus dramatiques : combien de dommages économiques et sociaux les dirigeants européens sont-ils prêts à accepter pour poursuivre une stratégie qu'ils réexaminent trop peu de manière critique ? Je pense qu'ils auraient dû poser cette question directement à leur population beaucoup plus souvent.

10. Les sanctions ne remplacent pas une stratégie politique

L'Union européenne a désormais constitué un vaste ensemble de sanctions contre la Russie. En juillet 2026, le **21e train de sanctions** a été adopté. Ces mesures ont manifestement affecté le secteur financier russe, le commerce de l'énergie et l'accès

à certaines technologies. Celui qui affirme que les sanctions n'ont aucun effet se simplifie la tâche. Mais la véritable question reste de savoir ce qu'elles ont obtenu politiquement et quel prix exige leur maintien. [Conseil de l'UE : politique de sanctions]

Une sanction n'est pas une victoire simplement parce qu'elle semble sévère sur le papier. Elle doit être évaluée à l'aune de son objectif et de ses conséquences réelles. A-t-elle rapproché la paix ? A-t-elle favorisé les négociations ? Ou a-t-elle poussé la Russie à développer d'autres flux commerciaux, des connexions financières et des capacités industrielles de remplacement ? Il est tout à fait possible que certaines sanctions nuisent à l'économie russe tandis que l'État russe apprend parallèlement à fonctionner plus indépendamment des systèmes occidentaux.

> Ce paradoxe fait, à mes yeux, partie de l'erreur de calcul occidentale. La classe politique a présenté la pression économique comme un instrument qui finirait par contraindre la Russie à se soumettre. Mais un grand pays disposant d'énergie, d'agriculture, de matières premières, de traditions scientifiques et de partenaires internationaux peut adapter ses priorités. Cette adaptation a des coûts et des limites, mais elle rend beaucoup moins prévisible une stratégie fondée sur un simple isolement.

Dans le même temps, les familles et les entreprises européennes ont été exposées à des prix de l'énergie plus élevés et plus instables. La population a parfaitement le droit de demander si ses dirigeants ont suffisamment étudié toutes les autres options. Une politique qui met surtout en avant sa propre pureté morale, mais ne discute pas honnêtement de ses conséquences, finira tôt ou tard par perdre la confiance du public.

11. La Russie : le redressement après l'humiliation des années 1990

J'appartiens à une génération qui se souvient des bouleversements subis par la Russie après la disparition de l'Union soviétique. En Occident, le passage à un nouvel ordre économique a souvent été présenté comme une libération historique. Pour d'innombrables familles russes, il a pourtant signifié le chômage, l'incertitude, la disparition de leurs économies et l'émergence d'une société où un petit groupe a pu s'enrichir de manière exceptionnellement rapide. L'idée selon laquelle les forces du marché produisent automatiquement la justice a reçu là un douloureux démenti.

> Lorsque Vladimir Poutine a rétabli l'autorité de l'État, l'image que la Russie avait d'elle-même a également changé. Ses partisans, dont je fais partie, le considèrent comme l'homme qui a mis fin à la phase la plus humiliante de ces bouleversements et redonné au pays sa place de puissance indépendante sur la scène internationale. Je comprends ce jugement et partage cette appréciation du rétablissement de la souveraineté nationale face aux pressions étrangères. C'est précisément pourquoi je rejette la représentation occidentale d'une Russie qui n'aurait ni raisons historiques propres ni intérêts légitimes.

La Banque mondiale a documenté une augmentation considérable des revenus des Russes les plus pauvres pendant la période de croissance amorcée en 2000, après les difficultés des années de transition. Cela ne prouve pas qu'un seul dirigeant ait personnellement provoqué tous ces progrès ; la croissance économique, les prix des matières premières et d'autres facteurs ont également joué un rôle. Mais cette évolution montre pourquoi de nombreux Russes établissent une comparaison avec les années 1990. [Banque mondiale : Russie, croissance inclusive et réduction de la pauvreté]

La Russie connaît encore aujourd'hui des inégalités, des dépendances économiques et des tensions politiques. À mes yeux, cela ne change rien au constat central : le pays ne veut plus se soumettre à un modèle économique étranger qu'il a précédemment vécu comme déstabilisateur. Les responsables politiques européens auraient dû prendre cette expérience historique beaucoup plus au sérieux.

12. L'Iran : un pays qui ne se laisse pas réduire aux sanctions

Dans les médias occidentaux, l'Iran est souvent abordé presque exclusivement comme un dossier nucléaire, un problème de sanctions ou une menace militaire. La société iranienne elle-même disparaît ainsi du tableau. Le pays compte des millions de personnes qui travaillent, étudient, élèvent leurs enfants, dispensent des soins et souhaitent construire une existence digne. Elles ont elles aussi droit à un avenir sans bombardements, sans étranglement économique et sans menace étrangère permanente.

Je considère la résistance de l'Iran à la contrainte extérieure comme importante, car elle montre qu'un État suivant une voie indépendante ne peut être simplement forcé à satisfaire les exigences des grandes puissances. La guerre et les perturbations du trafic maritime autour du détroit d'Ormuz en 2026 ont clairement montré que la puissance militaire ne suffisait pas à dicter une issue politique. Les marchés internationaux de l'énergie dépendent de routes et d'installations situées hors du contrôle de Washington et de Bruxelles. [AIE : marché pétrolier, octobre 2026]

L'Iran possède également des réalisations sociales qui retiennent peu l'attention dans les débats sur les sanctions. L'Organisation mondiale de la santé décrit des progrès dans les soins de santé primaires, la survie des mères et des enfants, l'espérance de vie et l'extension des services. L'OMS reconnaît en même temps la persistance d'inégalités importantes. Cette réalité nuancée mérite davantage d'attention que la réduction permanente de tout un pays à un seul conflit géopolitique. [OMS : soins de santé primaires en Iran, 2024-2025]

Mon admiration pour l'indépendance de l'Iran ne signifie pas que toutes les décisions intérieures de ses dirigeants soient à l'abri de la critique. Elle signifie que je refuse de réserver exclusivement aux alliés occidentaux le droit à la souveraineté et à la dignité humaine. **Le peuple iranien mérite les mêmes critères moraux que tous les autres peuples.**

13. Le détroit d'Ormuz a révélé les rapports de force

Sur une carte du monde, le détroit d'Ormuz est un passage étroit. Dans la réalité de l'approvisionnement énergétique, il constitue un point névralgique dont dépendent des économies lointaines. Les événements de 2026 ont montré à quelle vitesse attaques, ripostes, blocus, incertitude et hausse des coûts d'assurance peuvent perturber une chaîne d'approvisionnement internationale. Le pétrole, le diesel, les transports et, finalement, les prix alimentaires en subissent les conséquences.

C'est bien plus qu'une question technique. Cela révèle les limites d'un ordre mondial dans lequel un groupe de pays pensait pouvoir imposer ses conditions par la force militaire et faire supporter ailleurs les conséquences économiques. L'Iran ne possède pas les mêmes moyens militaires ou financiers que les États-Unis, mais sa position géographique et son influence régionale lui confèrent un pouvoir de négociation qui ne disparaît pas sous un simple bombardement.

En 2026, l'Agence internationale de l'énergie a évoqué une perturbation exceptionnellement grave de l'approvisionnement pétrolier provoquée par le conflit au Moyen-Orient. Les Nations unies ont appelé à la protection de la navigation, à la retenue et à la diplomatie. Pour moi, cela démontre qu'une nouvelle escalade n'apporte aucune victoire aux citoyens ordinaires. C'est au contraire une raison de rejeter l'idée qu'une grande puissance puisse contraindre une autre société à l'obéissance par une pression permanente. [AIE : se protéger des chocs pétroliers] [ONU : diplomatie et détroit d'Ormuz]

14. La Chine a montré ce qu'un développement orienté peut accomplir

> La Chine occupe une place particulière dans ma comparaison. En quelques décennies, le pays a connu une transformation sociale et économique dont il est difficile d'exagérer l'ampleur. Selon la Banque mondiale, près de 800 millions de personnes sont sorties de l'extrême pauvreté en quelque quarante ans. Aucun slogan de campagne ni aucune étiquette idéologique ne peut effacer un tel résultat. Il s'agit de personnes qui ont obtenu davantage de nourriture, de revenus, d'éducation, de logements et de perspectives pour leurs enfants. [Banque mondiale : quatre décennies de réduction de la pauvreté en Chine]

Ces progrès ne résultent ni exclusivement de la planification étatique ni exclusivement des forces du marché. Ils reposent sur une combinaison particulière de réformes économiques, de production, de commerce, d'infrastructures, d'éducation et de programmes publics ciblés. Ce qui me plaît, c'est que l'État n'a pas abandonné entièrement le développement du pays aux intérêts à court terme des investisseurs privés. Les grands projets et la lutte contre la pauvreté ont été intégrés à une stratégie nationale de longue durée.

Le pays doit encore relever des défis : les inégalités, le vieillissement, les disparités régionales et la nécessité de passer d'une croissance tirée par l'investissement à une consommation et une protection sociale plus durables. La Banque mondiale les reconnaît elle-même. Mais cela ne diminue en rien l'importance des progrès réalisés. Celui qui juge la Chine uniquement en fonction de la ressemblance de ses institutions politiques avec celles de l'Europe occidentale passe à côté des vies de centaines de millions de personnes transformées par son développement. [Banque mondiale : développement de la Chine et défis actuels]

Je ne demande pas aux citoyens européens d'adopter sans esprit critique le système chinois. Je leur demande d'en reconnaître les résultats et d'abandonner le préjugé selon lequel seul le modèle occidental pourrait produire prospérité et progrès social.

15. Le Vietnam : la réalité que je vois de mes propres yeux

Pour moi, le Vietnam est bien plus qu'un nom sur une carte géopolitique. J'y séjourne, j'y parle avec des gens, j'écoute leurs expériences et je constate l'importance du long chemin parcouru de la guerre à la reconstruction. L'histoire de ce pays montre ce que l'indépendance peut signifier pour un peuple qui a connu les destructions de la guerre et la domination étrangère. Elle montre aussi combien il est difficile de reconstruire une société après de telles pertes.

> Les réformes économiques du *Đổi Mới* ont commencé en 1986. Depuis lors, le Vietnam est devenu un pays de production fortement intégré aux marchés internationaux, avec des taux de croissance supérieurs à 9 %. Selon la Banque mondiale, le pays a été reclassé en juillet 2026 dans la catégorie des économies à revenu intermédiaire de la tranche supérieure. Le revenu par habitant a fortement augmenté, l'extrême pauvreté a considérablement reculé et des améliorations importantes ont été réalisées dans l'éducation et la santé. En 2025, selon la Banque mondiale, environ 95 % de la population bénéficiait de l'assurance maladie nationale. [Banque mondiale : développement du Vietnam jusqu'en 2026]

Ces réalisations comptent davantage à mes yeux que le réflexe de certains commentateurs occidentaux qui jugent un pays dès qu'ils apprennent qu'un seul parti joue un rôle politique central. Je pose les questions suivantes : les enfants peuvent-ils aller à l'école ? Les soins de santé atteignent-ils la population ? Construit-on des routes, des ponts, des ports et des logements ? Les gens peuvent-ils, grâce à leur travail, se construire une vie meilleure que celle de leurs parents ? Le Vietnam a accompli de grands progrès dans nombre de ces domaines.

Des problèmes subsistent, notamment les inégalités régionales, la situation des travailleurs migrants et la vulnérabilité aux fluctuations internationales. Mais il est injuste d'effacer la réalité de décennies de développement sous prétexte que le pays n'est pas gouverné selon le modèle occidental. Je vois dans le Vietnam la preuve que l'indépendance nationale, les réformes économiques et les objectifs publics de développement peuvent être associés de manière originale.

16. Juger un système politique à l'aune de sa population laborieuse

> Lorsque je place la Russie, l'Iran, la Chine et le Vietnam à côté des États-Unis et de l'Europe, je ne compare pas quatre modèles identiques à un seul modèle occidental uniforme. J'applique un critère. Que procure le système à ceux qui travaillent, prennent soin des autres, produisent et cherchent à offrir un avenir meilleur à leurs enfants ? Comment organise-t-il les rapports entre responsabilité publique et intérêts privés ? Peut-il poursuivre des objectifs à long terme sans ramener chaque décision aux résultats du prochain trimestre ?

Un mineur, un soudeur, une infirmière, un ouvrier agricole ou un chauffeur ne s'intéresse généralement pas aux slogans avec lesquels son gouvernement se présente sur la scène internationale. Il veut la sécurité, un salaire décent, un

logement, une éducation, des soins accessibles et un avenir pour sa famille. Il ne veut pas que le fruit de son travail revienne automatiquement à des groupes qui supportent à peine les mêmes risques.

Je suis convaincu que les quatre pays dont je parle montrent, dans des domaines importants, que les pouvoirs publics peuvent jouer un rôle actif dans le développement social. La Chine et le Vietnam le démontrent par la réduction massive de la pauvreté ; la Russie par son redressement après les bouleversements des années 1990 et sa capacité à préserver l'autorité de l'État ; l'Iran par sa persévérance face aux pressions extérieures et ses investissements, notamment dans les soins de santé primaires. Cela ne signifie pas que tous leurs habitants vivent mieux que tous les habitants de l'Europe. Cela signifie que je prends leurs choix et leurs priorités de développement bien plus au sérieux que ne le fait généralement le discours occidental.

L'Occident n'a pas le droit exclusif de définir ce qu'est le progrès. Celui-ci doit être visible dans la vie des gens. Quiconque souhaite me convaincre du contraire doit présenter des résultats, et pas seulement répéter le mot démocratie.

17. L'hypocrisie du droit international

Ma méfiance envers l'ordre politique occidental s'est fortement accrue en raison du traitement inégal des guerres et des interventions. L'Irak, l'Afghanistan, les Balkans et la Libye ont laissé une longue ombre. Au Moyen-Orient et ailleurs, le recours à la force militaire a régulièrement été enveloppé de nobles déclarations sur les droits de l'homme, la sécurité et la libération. Lorsque les conséquences devenaient incontrôlables, les gens ordinaires restaient au milieu des ruines.

Cette histoire ne dispense aucun autre État de ses obligations en vertu du droit international. Mais elle retire à l'Occident le droit de se placer automatiquement au-dessus des autres sur le plan moral. L'invasion américaine de l'Irak en 2003 n'était par exemple pas officiellement une opération de l'OTAN ; en revanche, l'OTAN a dirigé l'opération internationale en Libye en 2011 et pris le commandement en 2003 de la mission ISAF en Afghanistan, mandatée par l'ONU. Les distinctions juridiques et institutionnelles précises comptent. C'est précisément pourquoi les dirigeants ne devraient pas gommer les différences entre ces interventions à l'aide d'un récit moral commode. [OTAN : histoire des opérations]

Celui qui prend au sérieux la protection des civils doit se demander pourquoi certaines victimes occupent le devant de la scène médiatique pendant des semaines, tandis que d'autres ne sont mentionnées qu'en passant. Celui qui veut défendre les

sanctions doit aussi en examiner les conséquences humanitaires. Celui qui prétend soutenir un ordre mondial fondé sur des règles doit accepter que les mêmes règles s'appliquent lorsqu'un allié est responsable.

Pour moi, ce n'est pas un argument destiné à excuser des crimes commis ailleurs. C'est un argument contre l'hypocrisie d'une puissance qui s'accorde des exceptions. La crédibilité morale n'est pas un héritage dont on disposerait pour toujours. Elle doit se démontrer sans cesse par ses propres actes.

18. Le silence de la population n'est pas innocent

> Je n'adresse pas mes critiques uniquement aux dirigeants politiques. Une société se construit aussi à travers ce que ses citoyens acceptent, ignorent ou rejettent. Lorsque les guerres et les sanctions sont défendues pendant des années, lorsque la souffrance de peuples lointains disparaît de la conscience quotidienne et lorsque les intérêts économiques personnels sont jugés plus importants que les principes universels, une responsabilité morale plus large apparaît.

Je ne pense pas seulement aux hommes politiques, aux rédacteurs ou aux entrepreneurs influents. Je pense aussi aux gens ordinaires qui n'ont jamais trouvé le courage de contredire leur gouvernement, même lorsqu'ils voyaient des vies détruites. Ce silence peut provenir de la peur, de la facilité, de l'indifférence, de la fidélité politique ou d'un manque de volonté de s'informer. Pour moi, il n'y a aucune raison de faire peser toute la responsabilité morale sur les seuls détenteurs du pouvoir.

Mes propres enfants et petits-enfants ne sont pas exclus de ce jugement. Les liens familiaux ne m'obligent pas à approuver leur passivité politique. Je considère qu'un être humain a le devoir de dénoncer l'injustice, même lorsque celle-ci est commise ou rendue possible par des gouvernements auxquels il se sent culturellement lié. Ce n'est pas une déclaration de culpabilité juridique, ni l'affirmation que chacun dispose des mêmes informations ou des mêmes moyens d'agir. C'est un jugement sur le courage personnel et la conscience.

Je comprends que ces paroles soient dures. À mon âge, je ressens peu le besoin d'adoucir mes convictions pour mettre les autres à l'aise. Mais cette sévérité vise le choix de détourner le regard, et non l'idée que les civils devraient eux-mêmes subir la guerre et la misère en guise de punition. La compassion envers les victimes et une critique morale ferme du silence ne sont pas incompatibles.

19. Un régime de peur ne peut apporter une paix durable

L'Occident a de plus en plus construit sa politique de sécurité autour de la confrontation, de la dissuasion, des sanctions et de mises en garde permanentes contre de nouveaux ennemis. Parfois, les précautions militaires et la protection sont nécessaires. Mais lorsque presque chaque crise internationale devient un argument pour augmenter encore le budget de la défense et reléguer la diplomatie à l'arrière-plan, l'exception devient la règle. Une population constamment maintenue dans la peur peut difficilement évaluer sereinement les autres possibilités.

Voilà ce qui me dérange tant dans la communication politique de Washington et de Bruxelles. On parle souvent comme si le moindre doute sur la voie choisie était une preuve de naïveté ou de déloyauté. Celui qui plaide pour des négociations s'entend dire qu'il aide l'adversaire. Celui qui examine les sanctions de manière critique serait du mauvais côté. Celui qui demande ce que la population y gagne ne comprendrait soi-disant rien à la géopolitique. Le débat se referme ainsi au moment précis où il devrait s'ouvrir.

Je ne veux pas d'une société dans laquelle le choix de la paix serait considéré comme suspect. Un ordre politique véritablement sûr de lui serait capable de tolérer les opinions dissidentes. Il défendrait ses choix par des faits, reconnaîtrait ses erreurs et ne réduirait pas ses adversaires à des ennemis moraux. La facilité avec laquelle l'Occident emploie le langage du bien absolu et du mal absolu est, à mes yeux, un signe de faiblesse politique.

20. Le peuple ukrainien ne doit pas rester un instrument

Le sort de l'Ukraine est devenu une question stratégique pour les grands blocs de puissance. Pour les familles ukrainiennes, c'est quelque chose de beaucoup plus immédiat : les pertes, l'incertitude, les logements détruits, les familles séparées et un avenir sans cesse repoussé. Je crois que l'Occident ne peut plus gagner cette guerre sur le plan stratégique selon les attentes qui lui ont servi à justifier la prolongation de sa politique. C'est précisément pourquoi je juge irresponsable d'écarter du débat le coût humain de la poursuite du conflit.

La guerre se poursuit. En octobre 2026, les Nations unies faisaient état d'un nombre très élevé de victimes civiles et de lourdes conséquences des attaques contre les infrastructures énergétiques. Ces souffrances sont une raison de ne pas transformer les prévisions politiques en slogans satisfaits d'eux-mêmes. Ma critique vise les dirigeants qui, selon moi, ne sont pas suffisamment disposés à regarder la réalité stratégique en face et à rechercher une issue diplomatique crédible. [ONU : surveillance des droits de l'homme en Ukraine, octobre 2026]

Je ne veux pas qu'une défaite militaire soit célébrée au milieu des souffrances des gens ordinaires. Je veux qu'on examine enfin la responsabilité politique de ceux qui ont vendu des attentes irréalisables. Le peuple ukrainien mérite mieux que le rôle de symbole dans une confrontation entre grandes puissances. Il mérite la sécurité et la possibilité de reconstruire son pays. La véritable politique commence par cette réalité humaine, et non par le prestige de celui qui organise le prochain sommet.

21. Un pouvoir n'est pas démocratique simplement parce qu'il se dit tel

Les dirigeants occidentaux parlent constamment de défendre la démocratie. Je me demande ce que ce mot signifie encore lorsque, dans la pratique, les citoyens n'ont presque aucune influence sur les décisions qui bouleversent leur vie. L'existence d'élections ne suffit pas si le pouvoir de l'argent, des groupes de pression, des partis établis et des réseaux administratifs permanents limite fortement les véritables choix politiques possibles.

C'est pourquoi je préfère parler d'une crise de la *démocratie substantielle*. Posséder un parlement ne signifie pas automatiquement vivre dans une société où la majorité détermine l'orientation économique. Posséder une constitution ne garantit pas que les grandes entreprises exercent moins d'influence que les travailleurs. Pouvoir parler librement de politique n'assure pas d'avoir une réelle influence sur la prochaine guerre. À mes yeux, l'Occident se montre bien trop complaisant envers lui-même sur ces questions.

Cela ne signifie pas que les élections, la liberté d'expression et une protection juridique indépendante soient sans valeur. Elles sont importantes. Mais je m'oppose à l'idée que leur existence formelle compense automatiquement toutes les autres insuffisances. Les travailleurs tirent peu de bénéfice du droit de choisir un autre dirigeant tous les quatre ans si les priorités économiques et militaires fondamentales restent pratiquement hors de discussion.

Ma comparaison avec la Russie, l'Iran, la Chine et le Vietnam constitue donc un défi lancé à l'arrogance occidentale. Je n'affirme pas que chaque citoyen de ces pays dispose d'une influence politique illimitée. J'affirme qu'un système occidental n'est pas supérieur simplement parce qu'il se qualifie de démocratie. Il doit mériter ce titre en plaçant réellement les intérêts de la population au premier plan.

22. L'ordre mondial change : l'Occident ne dicte plus l'agenda

Ce qui me donne de l'espoir, c'est que d'autres pays peuvent peser de plus en plus fortement sur l'agenda international. La Chine est une grande puissance industrielle et technologique. La Russie dispose de ressources naturelles, d'énergie, de capacités de défense et de relations diplomatiques que les sanctions européennes n'ont pas fait disparaître. L'Iran a démontré que sa position géographique et ses intérêts régionaux ne pouvaient être ignorés à volonté. Le Vietnam continue patiemment de renforcer son développement et sa position internationale.

Ces pays ne forment pas une famille uniforme et ne partagent pas les mêmes intérêts sur toutes les questions. Mais, avec d'autres États, ils montrent que le monde ne peut pas être gouverné exclusivement depuis Washington, Bruxelles ou Londres. C'est, selon moi, une correction salutaire de l'habitude coloniale et postcoloniale qui amenait souvent les puissances occidentales à parler comme si leurs préférences économiques et politiques étaient naturellement universelles.

Un monde multipolaire ne garantit pas automatiquement la justice. Les nouveaux centres de pouvoir doivent également être jugés sur la manière dont ils traitent leurs citoyens et les petits pays. Mais la multipolarité accroît la possibilité pour un pays de faire ses propres choix de développement, de négocier avec divers partenaires et de ne pas dépendre entièrement d'un seul centre financier ou militaire. Pour les pays qui ont subi pendant des siècles les conséquences de la domination étrangère, ce n'est pas un détail.

L'Occident devra apprendre à écouter. Un ordre international dans lequel le reste du monde n'a le droit que d'approuver les conclusions occidentales n'est pas un ordre entre égaux. C'est une hiérarchie, même lorsqu'elle se présente comme fondée sur des règles.

23. Pourquoi je prévois l'effondrement du modèle occidental actuel

Je suis convaincu que le modèle politique et économique occidental existant n'est pas viable à long terme. C'est un jugement sur son orientation, et non une prédiction selon laquelle toutes les banques fermeraient à une date précise ou que l'Union européenne cesserait brusquement d'exister. Des systèmes peuvent perdre progressivement leur légitimité, même lorsque leurs institutions continuent de fonctionner pendant de longues années. Le déclin commence lorsque de larges groupes de personnes ont le sentiment que leur travail, leurs impôts et leurs sacrifices ne servent plus leurs propres intérêts ni un objectif

commun.

Une contradiction dangereuse apparaît alors. L'élite politique demande la confiance, mais refuse de rendre compte de ses stratégies ratées. Elle réclame des sacrifices financiers tout en protégeant de puissants intérêts économiques. Elle parle de paix, mais continue à investir dans les instruments de confrontation. Elle qualifie son système de démocratique, mais traite toute critique fondamentale comme une menace pour l'ordre établi. Plus cela dure, moins son langage devient crédible.

Je m'attends à ce que ces contradictions deviennent de plus en plus difficiles à maîtriser. **La combinaison des inégalités sociales, des coûts élevés, de la confrontation géopolitique et de la perte de confiance videra l'ordre politique de sa substance de l'intérieur.** Cela peut entraîner des réformes profondes, des déplacements de pouvoir ou de graves crises institutionnelles. Je ne crois pas à la stabilité éternelle d'un système qui demande si souvent à sa population de consentir des sacrifices pour des décisions sur lesquelles elle a trop peu de prise.

Pour moi, la question n'est donc pas de savoir si l'élite actuelle pourra conserver éternellement sa position habituelle. Je ne le crois pas. La question est de savoir si la transition vers un autre ordre pourra se dérouler pacifiquement et dans la justice sociale, ou si les puissants tenteront de contrôler ce processus lui aussi à leur propre avantage.

24. Les travailleurs n'ont aucun intérêt à une nouvelle guerre froide

Ceux qui travaillent chaque jour n'ont généralement rien à gagner dans une confrontation interminable entre États. Un soudeur belge ne tire aucun avantage d'une facture énergétique insupportable. Un ouvrier d'usine chinois ne gagne rien à un blocus commercial qui rend ses revenus incertains. Une infirmière iranienne n'est pas aidée par des sanctions qui compliquent l'accès aux fournitures indispensables. Une famille russe ou ukrainienne ne gagne rien à une guerre qui lui enlève ses enfants.

Voilà la solidarité qui compte pour moi. Je n'ai nul besoin d'une nouvelle frontière idéologique qui obligerait les gens ordinaires à se haïr. Ma critique de l'Occident est virulente parce que j'estime que ses dirigeants ont trop souvent agi comme si leur puissance géopolitique était plus importante que les conséquences sociales. Mais les habitants des pays occidentaux ne sont pas condamnés éternellement à ce modèle politique. Eux aussi peuvent exiger d'autres choix.

Il est temps que le développement économique soit de nouveau mesuré à la sécurité, à la santé et aux conditions d'existence de ceux qui effectuent le travail. Une société n'est pas une réussite parce que les cours boursiers montent alors que le logement devient inaccessible. Elle n'est pas une réussite parce que les entreprises d'armement annoncent des chiffres d'affaires records pendant que les hôpitaux manquent de personnel. Elle n'est pas une réussite parce qu'elle tient des discours moraux tout en négligeant la diplomatie.

L'avenir que je souhaite n'est pas un monde dans lequel une élite serait simplement remplacée par une autre. Je veux un monde où les États assument réellement leur responsabilité envers leurs populations et où la coopération apporte davantage que la coercition économique ou l'intimidation militaire. Pour cela, les puissances émergentes doivent elles aussi porter un regard critique sur leurs propres résultats. Sinon, la prétendue libération ne ferait que créer une nouvelle hiérarchie.

25. Ma conclusion : l'être humain, et non l'élite occidentale, doit être au centre

Après une longue vie et de nombreuses années de travail, mon jugement est clair. **Je ne crois plus au récit selon lequel les États-Unis et l'Europe seraient naturellement la référence politique et morale du monde.** Je vois un ordre occidental doté d'institutions démocratiques formelles, mais dans lequel, selon ma conviction, de puissants intérêts financiers, pharmaceutiques et militaires exercent une influence disproportionnée sur les orientations politiques. Je vois des gouvernements qui appliquent sélectivement les principes moraux et demandent à leur population de payer un prix toujours plus élevé pour leurs stratégies géopolitiques.

En face, je vois en Russie, en Iran, en Chine et au Vietnam d'autres manières de façonner l'indépendance nationale, le développement économique et la responsabilité publique. Ces pays ne sont ni identiques ni exempts de défauts. Mais je refuse de subordonner leurs réalisations historiques, leurs progrès sociaux et leur droit à suivre une voie indépendante à la prétention occidentale d'une supériorité automatique.

Je considère que la stratégie de l'Ukraine et de ses alliés occidentaux dans la guerre actuelle est, pour l'essentiel, vaincue. Je vois dans la résistance de la Russie et de l'Iran la preuve que le monde ne peut plus être soumis exclusivement aux exigences occidentales. Je vois dans le développement de la Chine et du Vietnam une remise en cause importante de l'idée selon laquelle seul le système occidental pourrait créer la prospérité. Et je suis convaincu que les contradictions morales et sociales du modèle

occidental actuel mèneront finalement à sa transformation profonde ou à son déclin.

Je ne me fais aucune illusion sur la responsabilité des citoyens. Ceux qui se taisent face à l'injustice portent, selon moi, une partie du poids moral de ce silence. Cette conviction ne s'arrête pas à la porte de ma propre famille. Mais mon objectif n'est pas de me réjouir des souffrances humaines. Je veux qu'ils trouvent enfin le courage de ne plus se laisser gouverner par la peur, la facilité et des intérêts économiques qui ne sont pas les leurs.

L'Europe ne s'est pas encore effondrée économiquement. Mais elle a, à mon avis, perdu une grande partie de sa crédibilité morale. L'avenir n'appartient ni au plus grand fabricant d'armes, ni au lobby le plus riche, ni à celui qui proclame le plus bruyamment les valeurs démocratiques. Il appartient aux sociétés qui placent véritablement la dignité des travailleurs au fondement de leur action.

Entretiens principaux et sources complémentaires

1. Scott Ritter et Nima Alkhorshid, *It's Over — There's Nothing Left* — source des analyses stratégiques et politiques abordées dans cet article.
2. Stas Krapivnik et Pascal Lottaz, *Russia is Finishing Europe* — source de l'analyse de l'épuisement économique, des sanctions, de la logistique et de l'avenir de l'Europe.
3. Banque mondiale, *Four Decades of Poverty Reduction in China* — réduction de la pauvreté en Chine.
4. Banque mondiale, *Viet Nam: Overview* — développement économique, santé et éducation au Vietnam.
5. Organisation mondiale de la santé, *Iran: Health Equity through Primary Health Care* — réalisations et inégalités des soins de santé en Iran.
6. Banque mondiale, *Pathways to Inclusive Growth: Russian Federation* — évolution économique et sociale de la Russie depuis 2000.
7. Commission électorale fédérale américaine, *2023–2024 Campaign Activity* — chiffres officiels du financement des élections américaines.
8. OCDE, *Health at a Glance 2025: United States* — dépenses de santé et espérance de vie.
9. SIPRI, *Top 100 Arms-producing and Military Services Companies* — chiffre d'affaires mondial de l'armement.
10. Agence internationale de l'énergie, *Oil Market Report October 2026* — conséquences du conflit au Moyen-Orient pour l'énergie et les transports.
11. Conseil de l'Union européenne, *Sanctions against Russia* — informations actuelles sur les sanctions européennes.